

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU CALVADOS

COMMUNE DE OUISTREHAM

**EXTRAIT DE LA
SEANCE DU 2 OCTOBRE 2023**

L'an deux mille vingt-trois, le lundi 2 octobre à 17h30, le Conseil Municipal, légalement convoqué le 26 septembre, s'est réuni en séance ordinaire en l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Romain BAIL, maire de Ouistreham.

Etaient présents : Catherine LECHEVALLIER, Pascal CHRETIEN, Isabelle MÜLLER DE SCHONGOR, Robert PUJOL, Sabine MIRALLES, Sophie POLEYN, Luc JAMMET, Matthieu BIGOT, maires adjoints,

Annick CHAPELIER, François PELLERIN, Josiane CLEMENT-LEFRANÇOIS, Thierry TOLOS, Béatrice PINON, Pascale DEUTSCH, Nadia AOUED, Paul BESOMBES, Christophe GSELL, Jean-Pierre MENARD-TOMBETTE, Martial MAUGER, Raphaël CHAUVOIS, Sophie BÖRNER, Yves MESLÉ, Emmanuel TISON, Isabelle VILLEY DESMESERETS, conseillers municipaux.

Absents excusés / pouvoirs (P) : Patrick QUIVRIN (P. M. MAUGER), Amélie NAUDOT (P. M. BESOMBES), Pascale SEGAUD CASTEX (P. M. MESLE), Christophe NOURRY (P. Mme BÖRNER)

Secrétaire de séance : M. BIGOT.

Divers :

POLITIQUE LOCATIVE ET LOGEMENT SOCIAL – AVENANT AU PLAN PARTENARIAL DE GESTION DE LA DEMANDE D'INFORMATION DU DEMANDEUR (PPGDID) – AVIS DE LA COMMUNE SUR LE PROJET DE LA CU

| | | | | | | |
|----------------|---------------|------------------|-----------------|-------------------------|-----------|----------|
| DEL20231002_05 | Présents : 25 | Pouvoirs : 4 | Abstentions : 9 | Suffrages exprimés : 20 | Pour : 20 | Contre : |
| Annexe : | - | Projet d'avenant | | | | |

Rapporteur : Le Maire

Conformément aux lois ELAN et 3DS, la Communauté urbaine a engagé l'élaboration d'un système de cotation de la demande de logement social sur le territoire communautaire : le plan partenarial de gestion de la demande de d'information du demandeur (PPGDID).

Ce projet, qui a reçu un avis favorable de la conférence intercommunale du logement, doit maintenant être soumis à l'avis des communes membres avant d'être transmis au bureau communautaire.

Le système de cotation de la demande de logement locatif consiste à définir une série de critères d'appréciation de la demande de logement locatif et à leur appliquer une pondération afin d'attribuer une note à chaque demande de logement social.

Ce dispositif est censé répondre aux objectifs du législateur en faveur des publics prioritaires et de la mixité sociale.

Ce système de cotation doit remplir deux principaux objectifs :

- Une meilleure information du demandeur
- Un appui à la décision, sachant que les commissions d'attribution restent souveraines.

Néanmoins, si le système ne crée effectivement pas d'automatisme, la liberté de choix des commissions s'en trouvera fortement altérée au regard de la diffusion des critères, qui contraindra la tenue des débats et retirera toute volonté de vouloir tenir compte des réalités de situations connues des membres mais qui ne rentrent pas dans les critères arrêtés. Car si c'est un total de 19 critères « bonus » et 4 critères « malus » qui ont été retenus, toutes les situations sont particulières et nécessitent souvent des appréciations au-delà des critères.

C'est ainsi un paradoxe qui se crée, entre un nombre colossal de critères qui viennent alourdir et complexifier une instruction sous couvert de transparence mais qui finalement viennent porter atteinte à la liberté d'administration des collectivités locales en lui retirant toute latitude.

Cette procédure vient surtout remettre l'Etat au centre de la décision, dans le sens où l'attribution des points lui est indubitablement profitable.

Ainsi, sans remettre en question évidemment l'importance d'un dossier DALO (droit au logement opposable), on peut s'étonner que ce « bonus » rapporte 1 000 points alors que ne sont attribués que 15 points à un « simple » demandeur habitant la commune. Avec de tels calculs, les commissions d'attribution perdent tout intérêt à se réunir. Cela a été d'ailleurs le cas des groupes de travail s'étant réunis pour élaborer la cotation qui se sont vu imposer les critères « Etat » et n'ont pu se prononcer que sur les critères restants.

C'est une fois encore une part de l'autonomie des collectivités qui est attaquée, le renoncement à reconnaître la capacité des territoires à gérer chaque situation, le tout sous couvert de transparence de la vie publique et d'égalitarisme.

Si la démarche initiale était sûrement louable en voulant fixer un cap, elle a abouti à un cadre strict véritable pouvoir d'appréciation réel conservé aux commissions d'attribution.

Pour ces raisons, lu et entendu l'exposé, après délibération, le CONSEIL MUNICIPAL DECIDE, à l'unanimité des suffrages exprimés¹, d'émettre un avis DEFAVORABLE au projet d'avenant du PPGDID, malgré le travail collaboratif du groupe qui a répondu de cette mission avec rigueur.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus.

Extrait conforme aux registres des délibérations.

Le registre dûment signé,

LE MAIRE

Romain BAIL



Affichée le
Certifiée exécutoire le

¹ MM Chauvois, Meslé (+ le pouvoir de Mme Segaud Castex), Tison, Besombes (+ le pouvoir de Mme Naudot), GSELL et Mme Börner (+ le pouvoir de M. Nourry) s'abstiennent.